

La priorité syndicale : ménager les vieux, ménager les jeunes

ÉCOLE Démarrage, mercredi matin, de la négociation de l'accord social 2015-2016 de l'enseignement

Les syndicats de l'enseignement, les pouvoirs organisateurs et le gouvernement de la Communauté française ont entamé mercredi la négociation devant aboutir à la conclusion d'un accord social 2015-2016.

Ce type de négociation a lieu tous les deux ans. Les palabres peuvent durer 3 mois au maximum. L'idée est d'obtenir de l'exécutif des améliorations dans le domaine des conditions de travail des enseignants.

Et là, comme accueil, on a connu mieux.

Avant de laisser les syndicats exposer leurs revendications, Joëlle Milquet (CDH), ministre de l'Éducation, a laissé entendre, en substance, qu'il n'y avait pas un rond sur la table et que, pire, de nouvelles économies sont dans l'air (lire ci-contre).

Ce type de propos ne refroidit pas les syndicats - la Communauté n'a jamais roulé sur l'or. « C'est une sérénade qu'on nous joue à tous les coups », ricane Eugène Ernst (CSC). « Ce n'est pas la première fois que l'on négocie dans un cadre étriqué », prolonge Pascale Chardome (CGSP).

C'est vrai : invariablement, le gouvernement entame le débat en disant n'avoir pas le sou (c'est de bonne guerre) : et invariablement, les syndicats parviennent à forcer des portes.

Mais là, le ciel est réellement plombé et les syndicats, réalistes, consentent à lever le pied.

Contrairement à la plupart des accords précédents, la convention 2015-16 ne devrait donc pas programmer d'augmentation salariale. « Il y a peu de marge, dit Chardome. Et puis, nos affiliés

sont plus soucieux de leurs conditions de travail - c'est surtout de ça qu'ils souffrent pour l'instant. »

Le front commun a déposé un cahier de revendications serré sur trois priorités. Il demande d'abord que le gouvernement exécute son accord de majorité (« *Ce sont ses propres projets, ce serait le comble qu'il ne les réalise pas.* »). Deux : les syndicats demandent à la Communauté de compenser au maximum les mesures fédérales. « *Nos gens sont furieux*, note Eugène Ernst. *Avec les mesures fédérales, ils ont déjà la gueule de bois. Ils vont devoir travailler plus longtemps. Ils subiront un saut d'index. Et les personnes en interruption de carrière sans motif ne bénéficieront plus de l'allocation de l'Onem. Donc, des gens - qui sont fatigués - vont revenir au travail et ceux qui les remplaçaient vont sauter. Au total, ça fait beaucoup de mécontents ! »*

Que peut donc faire la Communauté ?

« *Avoir de l'imagination ! »*

Pour les interruptions de carrière, le bonus de l'Onem pourrait être remplacé par un geste de la Communauté. Et pour l'allongement de la carrière ? « *A 55/58 ans, les gens sont déjà épuisés. Or, on va leur demander de travailler jusqu'à 60, 61, 62 ans. Si on les maintient en classe, ils ne tiendront pas et ce qui va augmenter, ce sont les absences, les maladies. Au bout du compte, la Communauté y perdra.* » Que faire ? « *Imaginer d'autres fonctions pour ces profs. Diminuer leur temps devant les élèves, les*

affecter à des tâches de formation, de tutorat des jeunes, de soutien aux équipes, etc. »

La troisième priorité, c'est le thème de la « carrière », et singulièrement celle des jeunes, trop nombreux à quitter le métier. À leur sujet, le cahier de revendications parle d'une « *aide financière spécifique* » lors de l'entrée en fonction, d'une progression barémique plus rapide, d'un accompagnement par l'école normale, d'un « *plan d'accompagnement* » qui prévoirait un parrainage, etc.

Toute mesure, même non salariale, a un coût. Autant dire que, pour les syndicats, la partie s'annonce hautement sportive. ■

PIERRE BOUILLON

UN BUDGET SERRÉ, À SERRER ENCORE**2015, l'année difficile**

Le budget 2015 de la Communauté française, ficelé à l'automne, fut serré - il a fallu comprimer les dépenses à hauteur de 140 millions. Et ce n'est pas fini. On sait désormais qu'il faudra encore économiser entre 140 et 150 millions. Ce dérapage est dû à la révision des paramètres de croissance. En élaborant leur budget, les ministres du gouvernement ont tablé sur une croissance de 1,5 % en 2015. A la mi-février, le Bureau du Plan a revu cette estimation à la baisse pour fixer ses prévisions à 1 %. Autre mauvaise nouvelle : la non-indexation

des dotations fédérales dont s'alimente la Communauté. A l'addition, un ajustement de 140 à 150 millions sera donc nécessaire. André Flahaut (PS), ministre du Budget, est en train de faire ses comptes. L'ajustement aura lieu soit juste avant la trêve pascale, soit juste après. Dans un tel contexte, l'école, jusqu'ici plus ou moins épargnée, va probablement devoir passer à la caisse. Le printemps sera « chaud », donc, pour la ministre de l'Education. Dans l'entourage d'un autre ministre communautaire, on nuance : « *Ce sera chaud pour tout le monde !...* »

P.BN